

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 7 mars 1995, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, a donné le 28 juin 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 maart 1995 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen", heeft op 28 juni 1995 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation et à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires. Il se donne principalement "pour but d'adapter la formule de sanction et de promulgation des lois" et de tenir compte pour ce faire des dispositions de la Constitution du 17 février 1994.

La formule de la sanction, et accessoirement celle de la promulgation, ne peut être déterminée qu'après qu'aient été rappelées les dispositions constitutionnelles qui commandent désormais la matière.

1. Selon l'article 36 de la Constitution,

"Le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat",

ce qui signifie que l'élaboration de la loi requiert, en règle générale, l'intervention de ce qu'il est convenu d'appeler les trois branches du pouvoir législatif. Toutes trois participent, à des titres divers et à des moments différents, certes, au processus de confection de la loi. Mais seules leurs interventions conjuguées peuvent avoir pour effet de produire une loi.

.../...

D'où il résulte qu'une chambre, agissant seule, ne peut faire oeuvre législative (1), que les Chambres agissant de concert ne sauraient, sans le Roi, faire oeuvre législative (2), qu'une Chambre et le Roi ne sauraient s'abstenir d'associer l'autre Chambre au processus législatif, ou encore, comme l'a relevé le Conseil d'Etat (3), que d'autres autorités ne sauraient se substituer à celles que désigne et qu'institue la Constitution, pour faire la loi en leurs lieu et place.

2. L'article 36 de la Constitution est, cependant, assorti d'un tempérament. Comme le précise expressément l'article 74 de la Constitution, "par dérogation à l'article 36", le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par deux de ses branches seulement, à savoir "le Roi et la Chambre des représentants" dans les cas prévus à l'article 74 de la Constitution.

---

(1) L'article 60 de la Constitution permet, par exemple, à chaque Chambre de déterminer "par son règlement" le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Pareil règlement n'est pas adopté dans la forme d'une loi.

(2) A. ALEN, Algemene beginselen en grondslagen van het Belgisch Publiek Recht, Bruxelles, 1988, t. I, p. 107; H. COREMANS et M. VAN DAMME, Beginselen van wetgevings-techniek en behoorlijke regelgeving, Bruges, Die Keure, 1994, p. 17.

(3) Conseil d'Etat, avis L. 15.853/A.V.-A.G. (doc. parl., chambre, 1985-1986, n° 363/1), L. 15.854/A.V.-A.G. (doc. parl., chambre, 1983-1984, n° 783/2), L. 15.969/A.G.-A.V. (doc. parl., chambre, 1981-1982, n° 49/2), L. 15.970/A.G.-A.V. (doc. parl., chambre, 1983-1984, n° 813/2), L. 15.971/A.G.-A.V. (doc. parl., chambre, 1982-1983, n° 578/2), donné le 15 mai 1985.

En ce qui concerne ce qu'il est convenu d'appeler les lois "monocamérales", l'intervention conjuguée de la Chambre des représentants et du Roi suffit, dans cette hypothèse, à produire la loi. Dans ces conditions, la formule de la sanction doit être adaptée à cette nouvelle réalité institutionnelle : la Chambre des représentants a adopté le texte d'une loi et le Roi sanctionne celle-ci.

Il n'est pas sans intérêt de relever que l'article 36 ne connaît pas d'autres dérogations et qu'en particulier les articles 77 et 78 de la Constitution s'inscrivent, eux, dans le sillage de cette disposition constitutionnelle.

3. En ce qui concerne les lois "bicamérales" inscrites à l'article 77 de la Constitution, pour lesquelles une délibération de la Chambre des représentants et du Sénat est prescrite et à l'égard desquelles les deux assemblées sont placées "sur un pied d'égalité", le principe de collégialité à trois trouve parfaitement à s'appliquer.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison il y aurait lieu, eu égard à de telles lois, de modifier la formule traditionnelle de sanction des lois, telle qu'elle est inscrite dans la loi du 31 mai 1961. Les Chambres législatives ont effectivement adopté l'une après l'autre le texte de la loi. Le Roi la sanctionne à son tour.

4. En ce qui concerne les lois visées à l'article 78 de la Constitution et qui relèvent de ce que l'on dénomme parfois les techniques du bicaméralisme inégalitaire

.../...

ou du bicaméralisme facultatif (4), elles s'inscrivent également dans le prolongement du principe de collégialité que consacre l'article 36 de la Constitution.

Il n'est point besoin, en effet, de souligner que, dans les hypothèses visées à l'article 78 de la Constitution, la loi reste l'oeuvre commune des Chambres et du Roi.

Les membres du Sénat conservent intact le droit d'initiative que consacre sans équivoque l'article 75, alinéa 1er, de la Constitution. Ils sont donc en mesure de délibérer, d'amender et d'adopter le texte d'une proposition qui sera ensuite transmise à la Chambre des représentants.

Par ailleurs, tout projet de loi, autre que ceux visés à l'article 74, doit, après avoir été adopté par la Chambre des représentants, "être transmis au Sénat" (article 78, alinéa 1er), afin d'y être examiné - pour autant que quinze de ses membres en fassent la demande (article 78, alinéa 2) -.

Il est vrai que, dans le régime antérieur, les délibérations des deux Chambres devaient s'accomplir en termes identiques pour que la loi puisse être soumise à la signature du Roi. Il n'en va plus nécessairement ainsi depuis l'entrée en vigueur des dispositions constitutionnelles précitées, suite au renouvellement intégral de la Chambre des représentants à l'issue des élections du 21 mai 1995.

---

(4) F. LEURQUIN - DE VISSCHER, "Les règles de droit", in La Belgique fédérale, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 202.

Il se peut, en effet, que quinze sénateurs n'utilisent pas la faculté que leur reconnaît l'article 78, alinéa 2, de la Constitution ou qu'ils en fassent usage en dehors des délais, ou encore que le Sénat ne statue pas dans le délai imparti (article 78, alinéa 4).

Il se peut également que le Sénat adopte ou amende un projet différent de celui qui sera finalement adopté par la Chambre des représentants et qui deviendra loi. La Chambre des représentants est, en effet, habilitée à se prononcer "définitivement, soit en adoptant, soit en rejetant en tout ou en partie les amendements adoptés par le Sénat" (article 78, alinéa 5).

Dans ces conditions, le principe de collégialité est-il encore respecté ? C'est une réponse affirmative qu'il faut apporter à cette question.

Si le Sénat s'abstient de réagir, c'est-à-dire si quinze de ses membres ne provoquent pas une nouvelle délibération, le Sénat marque implicitement son adhésion à la volonté exprimée par la Chambre des représentants (5).

S'il réagit, le Sénat peut aussi décider qu'"il n'y a pas lieu d'amender le projet de loi", et il se rallie ainsi à la volonté exprimée par l'autre assemblée. Il peut aussi adopter le projet après l'avoir amendé, tout en sachant pertinemment que sa volonté ne l'emportera pas nécessairement sur celle de la première Chambre. Dans cette dernière hypothèse, il faut, à suivre les termes mêmes de la

---

(5) F. DELPEREE, "Les autorités fédérales", La Constitution fédérale du 5 mai 1993, Bruxelles, Bruylant, 1993, p. 20.

Constitution, considérer que les deux Chambres ont adopté la loi. On ne s'arrêtera pas au libellé de l'article 76, alinéa 1er, de la Constitution qui veut qu'un projet de loi ne puisse être adopté par une Chambre "qu'après avoir été voté article par article". L'article 78, alinéas 2, 3 et 4, de la Constitution déroge, sur ce point, implicitement à l'article 76.

Si les volontés des deux Chambres sont différentes, il n'y a pas lieu, comme précédemment, d'instaurer la navette parlementaire; il n'y a pas lieu non plus, comme dans d'autres Etats, de provoquer la réunion d'un comité de concertation; il y a lieu de se référer à la volonté de la Chambre des représentants qui est appelée à statuer "définitivement" (article 78, alinéa 5).

Pour tenir compte de la terminologie inscrite dans l'article 78, alinéa 3, deuxième tiret, il n'y a donc aucun inconvénient à retenir la formule traditionnelle qui veut que "les Chambres ont adopté" la loi et que le Roi la sanctionne.

5. La loi en projet suggère d'écrire : "Le Parlement fédéral a ... adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :".

Dans aucune de ses dispositions, la Constitution n'organise le Parlement ni ne précise ses modes de fonctionnement. Seules les chambres fédérales (intitulé du chapitre Ier du titre III) ou, dans des hypothèses exceptionnelles, les chambres réunies - le Congrès - sont visées par le texte constitutionnel. Il n'appartient pas au législateur fédéral

.../...

de substituer d'autres appellations à celles que retient la Constitution, encore moins de constituer une nouvelle autorité qui n'est pas prévue par la Constitution. L'expression "le Parlement" ou "le Parlement fédéral" doit donc être omise de la loi en projet.

6. Y a-t-il lieu de mentionner, dans la formule de la sanction, les articles constitutionnels sur la base desquels la procédure a été engagée puis poursuivie ? Cette précision est superflue, dès l'instant où l'article 83 de la Constitution dispose que :

"Toute proposition de loi et tout projet de loi précise s'il s'agit d'une matière visée à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78".

Cette précision figurera, dès lors, conformément à cette disposition constitutionnelle, dans le corps même du texte soumis à la sanction royale et dans la loi, telle qu'elle sera publiée au Moniteur belge.

7. La formule de sanction des lois visées à l'article 74 de la Constitution doit être rédigée comme suit :

"ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

.../...

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt".

La formule de sanction des lois visées aux articles 77 et 78 de la Constitution doit être rédigée comme suit :

"ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

(Loi)

.../...

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt".

-----

Het ontwerp van wet strekt tot wijziging van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen. Het verklaart voornamelijk "tot doel (te hebben) de bekrachtigings- en afkondigingsformule van wetten aan te passen" en daartoe rekening te houden met de bepalingen van de gecoördineerde Grondwet van 17 februari 1994.

De bekrachtigingsformule en, subsidiair, ook de afkondigingsformule, kunnen pas worden vastgesteld nadat is herinnerd aan de grondwettelijke bepalingen die deze aangelegenheid voortaan regelen.

1. Volgens artikel 36 van de Grondwet,

"(wordt) de federale wetgevende macht ... gezamenlijk uitgeoefend door de Koning, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat",

wat betekent dat de voorbereiding van een wet in de regel de medewerking vergt van wat men de drie takken van de wetgevende macht pleegt te noemen. Alle drie die takken nemen in onderscheiden hoedanigheden en op uiteraard verschillende tijdstippen deel aan het wordingsproces van een wet. Toch kan alleen door hun vereende inspanningen een wet ontstaan.

.../...

Daaruit volgt dat één Kamer die alleen handelt, geen wetgevend werk kan verrichten (6), dat de Kamers die samen handelen, doch zonder de Koning, geen wetgevend werk kunnen verrichten (7), dat één Kamer en de Koning niet mogen verzuimen de andere Kamer bij de totstandkoming van een wet te betrekken, of nog, zoals de Raad van State heeft aangegeven (8), dat andere overheden niet de rol mogen overnemen van de overheden die door de Grondwet zijn ingesteld en aangewezen om in hun plaats wetten te maken.

2. Artikel 36 van de Grondwet is echter geen absolute bepaling. Zoals artikel 74 van de Grondwet uitdrukkelijk "in afwijking van artikel 36" bepaalt, wordt de federale wetgevende macht gezamenlijk uitgeoefend door slechts twee takken ervan, namelijk "de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers", in de gevallen die in dat artikel van de Grondwet zijn bepaald.

- 
- (6) Artikel 60 van de Grondwet, bijvoorbeeld, maakt het elke Kamer mogelijk om "in haar reglement" de wijze te bepalen waarop zij haar bevoegdheden uitoefent. Zulk een reglement wordt niet in de vorm van een wet aangenomen.
- (7) A. ALEN, Algemene beginselen en grondslagen van het Belgisch Publiek Recht, Brussel, 1988, deel I, blz. 107; H. COREMANS en M. VAN DAMME, Beginnelsen van wetgevingstechniek en behoorlijke regelgeving, Brugge, Die Keure, 1994, blz. 17.
- (8) Raad van State, advies L. 15.853/A.V.-A.G. (Gedr. St., Kamer 1985-1986, nr. 363/1), L. 15.854/A.V.-A.G. (Gedr. St., Kamer 1983-1984, nr. 783/2), L. 15.969/A.G.-A.V. (Gedr. St., Kamer 1981-1982, nr. 49/2), L. 15.970/A.G.-A.V. (Gedr. St., Kamer 1983-1984, nr. 813/2), L. 15.971/A.G.-A.V. (Gedr. St., Kamer 1982-1983, nr. 578/2), gegeven op 15 mei 1985.

In verband met wat men "eenkamerwetten" pleegt te noemen, volstaat in dat geval het gezamenlijk optreden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Koning om een wet te doen ontstaan. In die omstandigheden dient de bekrachtigingsformule te worden aangepast aan die nieuwe institutionele realiteit : de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de tekst van een wet aangenomen en de Koning bekrachtigt die wet.

Het is niet zonder belang erop te wijzen dat op artikel 36 geen andere afwijkingen bestaan en dat de artikelen 77 en 78 van de Grondwet in het bijzonder aansluiten bij die grondwetsbepaling.

3. Wat de in artikel 77 van de Grondwet bedoelde "tweekamerwetten" betreft, waarvoor een behandeling in de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat is voorgescreven en waarvoor de twee vergaderingen "op voet van gelijkheid" worden geplaatst, vindt het principe van het collegiale optreden met drieën volkomen toepassing.

De Raad van State ziet niet in waarom voor zulke wetten de gebruikelijke formule voor de bekrachtiging van de wetten, zoals zij in de wet van 31 mei 1961 is opgenomen, zou dienen te worden gewijzigd. De wetgevende Kamers hebben immers, de ene na de andere, de tekst van de wet aangenomen, waarna de Koning die wet bekrachtigt.

.../...

4. De wetten bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die vallen onder wat soms de technieken van het egali-taire tweekamer-stelsel of van het facultatieve tweekamer-stelsel (9) wordt genoemd, sluiten eveneens aan bij het principe van het collegiale optreden dat door artikel 36 van de Grondwet wordt gehuldigd.

Er dient immers geenszins te worden benadrukt dat de wet, in de gevallen bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, het resultaat blijft van het gezamenlijke werk van de Kamers en de Koning.

De leden van de Senaat behouden het volledige recht van initiatief dat artikel 75, eerste lid, van de Grondwet ondubbelzinnig huldigt. Zij kunnen de tekst van een voorstel dan ook bespreken, amenderen en aannemen en het vervolgens aan de Kamer van volksvertegenwoordigers verzenden.

Bovendien behoort elk ontwerp van wet, uitgezonderd die bedoeld in artikel 74, na door de Kamer van volksvertegenwoordigers te zijn aangenomen, te worden "overgezonden aan de Senaat" (artikel 78, eerste lid), ten einde daar te worden onderzocht - voor zover ten minste vijftien van zijn leden daarom verzoeken (artikel 78, tweede lid) -.

In het vroegere systeem behoorden de besprekingen van de twee Kamers te resulteren in identieke teksten opdat de wet aan de Koning ter ondertekening kon worden voor-

---

(9) F. LEURQUIN - DE VISSCHER, "Les règles de droit", in La Belgique fédérale, Brussel, Bruylant, 1994, blz. 202.

gelegd. Dat is niet langer noodzakelijkerwijze het geval sedert de inwerkingtreding van de voormelde grondwetsbepalingen, ten gevolge van de volledige vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers na de verkiezingen van 21 mei 1995.

Het is immers mogelijk dat geen vijftien senatoren gebruik willen maken van de mogelijkheid die hen door artikel 78, tweede lid, van de Grondwet wordt geboden, of dat ze daarvan na afloop van de termijn gebruik maken, of nog dat de Senaat zich niet binnen de voorgeschreven termijn uitspreekt (artikel 78, vierde lid).

Het is eveneens mogelijk dat de Senaat een ander ontwerp aanneemt of amendeert dan dat wat uiteindelijk door de Kamer van volksvertegenwoordigers zal worden aangenomen en wet zal worden. Het staat immers aan de Kamer van volksvertegenwoordigers om een definitieve beslissing te nemen "door alle of sommige van de door de Senaat aangenomen amendementen hetzij aan te nemen, hetzij te verwerpen" (artikel 78, vijfde lid).

Wordt in die omstandigheden het principe van het collegiale optreden nog nageleefd ? Op deze vraag behoort bevestigend te worden geantwoord.

Als de Senaat zich van reactie onthoudt, dit wil zeggen als vijftien van zijn leden geen nieuwe bespreking noodzakelijk achten, geeft de Senaat stilzwijgend zijn

.../...

instemming te kennen met de door de Kamer van volksvertegenwoordigers geuite wil (10).

Als de Senaat reageert, kan hij ook besluiten dat "er geen grond is om het ontwerp van wet te amenderen", en zich aldus aansluiten bij de door de andere vergadering geuite wil. De Senaat kan het ontwerp ook aannemen na het geamendeerd te hebben in de stellige wetenschap dat zijn zienswijze niet noodzakelijkerwijze de bovenhand zal halen op die van de eerste Kamer. In dat geval dient men, volgens de bewoordingen van de Grondwet, ervan uit te gaan dat de beide Kamers de wet hebben aangenomen. De Raad staat niet stil bij de bewoordingen van artikel 76, eerste lid, van de Grondwet, waarin wordt bepaald dat een wetsontwerp door een Kamer eerst kan worden aangenomen "nadat daarover artikelsgewijs is gestemd". Artikel 78, tweede, derde en vierde lid, van de Grondwet wijkt op dat punt impliciet af van artikel 76.

Als de wilsuitingen van beide Kamers verschillend zijn, is er geen grond om, zoals vroeger, het wetsontwerp tussen beide Kamers te laten pendelen; er is evenmin grond om, zoals in andere Staten, de bijeenroeping van een overlegcomité te vragen; er behoort te worden gekozen voor de wilsuiting van de Kamer van volksvertegenwoordigers die "een definitieve beslissing" dient te nemen (artikel 78, vijfde lid).

---

(10) F. DELPEREE, "Les autorités fédérales", La Constitution fédérale du 5 mai 1993, Brussel, Bruylant, 1993, blz. 20.

Ten einde rekening te houden met de terminologie van artikel 78, derde lid, tweede streepje, van de Grondwet, is er dan ook niets op tegen om te kiezen voor de traditionele formule volgens welke "De Kamers (de wet) hebben aangenomen" en de Koning ze bekrachtigt.

5. De ontworpen wet stelt voor te schrijven : "Het federale Parlement heeft ... aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :".

Geen enkele bepaling van de Grondwet stelt het Parlement in of preciseert de wijze van functioneren ervan. De tekst van de Grondwet spreekt alleen van de federale kamers (opschrift van hoofdstuk I van titel III) of, in uitzonderlijke gevallen, van de verenigde kamers - het Congres. Het staat niet aan de federale wetgever om andere benamingen te gebruiken dan die welke door de Grondwet worden gehanteerd, en nog minder om een nieuwe overheid, waarin door de Grondwet niet is voorzien, in te stellen. De uitdrukking "het Parlement" of "het federale Parlement" dient dan ook in de ontworpen wet achterwege te blijven.

6. Dienen in de bekrachtigingsformule de grondwetsartikelen te worden vermeld op basis waarvan de procedure aangevat en voortgezet is ? Deze vermelding is overbodig aangezien artikel 83 van de Grondwet bepaalt :

.../...

"Elk wetsvoorstel en elk wetsontwerp vermeldt of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 74, in artikel 77 of in artikel 78".

Die vermelding behoort dan ook, overeenkomstig die grondwetsbepaling, te worden opgenomen in de tekst zelf die aan de koninklijke bekrachtiging wordt voorgelegd en in de wet zoals zij in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

7. De formule voor de bekrachtiging van de wetten bedoeld in artikel 74 van de Grondwet behoort te worden gesteld als volgt :

"ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

.../...

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge".

De formule voor de bekrachtiging van de wetten bedoeld in de artikelen 77 en 78 van de Grondwet behoort te worden gesteld als volgt :

"ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

.../...

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui  
suit :

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit  
revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur  
belge".

-----

VG.

- 21 -

L. 24.224/2.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Herenprésident de chambre,  
kamervoorzitter,Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,conseillers d'Etat,  
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame  
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,  
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. PAUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. PAUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

.../...